



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMITE DES PRODUITS

RÉUNION CONJOINTE DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LES GRAINES OLÉAGINEUSES ET LES MATIÈRES GRASSES (TRENTIÈME SESSION), DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LES CÉRÉALES (TRENTE-DEUXIÈME SESSION) ET DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LE RIZ (QUARANTE-TROISIÈME SESSION)

Santiago (Chili) 4 et 5 novembre 2009

SUIVI DES DIRECTIVES POUR UNE COOPÉRATION INTERNATIONALE DANS LE SECTEUR DES GRAINES OLÉAGINEUSES, DES HUILES ET DES TOURTEAUX D'OLÉAGINEUX PENDANT LA PÉRIODE 2006-2009 SUPPLÉMENT

Table de matières

I. LIGNES D'ORIENTATION POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE DANS LE SECTEUR DES GRAINES OLÉAGINEUSES, DES HUILES ET DES FARINES D'OLÉAGINEUX

- A. Portée et Objet
- B. Objectifs généraux de la coopération internationale
- C. Politiques relatives à la production, à la transformation et à la stabilité de l'offre
- D. Politiques commerciales
- E. Politiques relatives aux ventes à des conditions de faveur et à l'aide alimentaire
- F. Politiques de consommation

II. TABLEAUX

Tableau 1: Prix de soutien des graines oléagineuses, huiles et matières grasses dans certains pays

Tableau 2: États-Unis: Prix et aux de versement pour les programmes de soutien au marché
des graines oléagineuses

- Tableau 3: États-Unis: Dépenses du gouvernement pour les programmes de commercialisation du soja et de l'arachide
- Tableau 4: Inde: Droits de base à l'importation pour une sélection d'huiles végétales
- Tableau 5: Argentine: Taxe à l'exportation pour une sélection de graines et de produits oléagineux
- Tableau 6: Commerce des huiles et matières grasses alimentaires et des farines d'oléagineux à des conditions très favorables
- Tableau 7: Politiques en matière de biocombustibles: effectifs de pays choisis

I. LIGNES D'ORIENTATION POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE DANS LE SECTEUR DES GRAINES OLÉAGINEUSES, DES HUILES ET DES FARINES D'OLÉAGINEUX ¹

A. PORTEE ET OBJET ²

Les lignes d'orientation ont pour principal objet de faciliter l'harmonisation des politiques nationales, compte tenu des objectifs fixés pour l'économie mondiale des graines oléagineuses et des matières grasses. Il est entendu que l'acceptation de ces lignes d'orientation par les pays membres indiquera qu'ils ont l'intention d'en tenir compte lorsqu'ils envisagent la formulation de politiques aux plans national et international. Il est également entendu que cette acceptation ne subordonnera pas les politiques nationales à un schéma mondial. Les lignes d'orientation réaliseront plutôt un cadre général à l'intérieur duquel, sur une base volontaire, chaque pays définira ses propres politiques en matière de graines oléagineuses et de matières grasses, selon la conjoncture nationale. Il sera entrepris des évaluations des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs établis et dans l'évolution des politiques, conformément aux lignes d'orientation.

B. OBJECTIFS GENERAUX DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

La coopération internationale dans le secteur des graines oléagineuses, des huiles et des farines d'oléagineux devrait avoir pour objectif général d'assurer, dans le contexte d'un nouvel ordre économique international, une expansion équilibrée de la production, de la consommation et du commerce de ces produits. En poursuivant ces objectifs, il faudra tenir compte des intérêts à la fois des producteurs et des consommateurs ainsi que des pays importateurs et exportateurs; on cherchera à réaliser un équilibre approprié entre les pays développés et les pays en développement, en s'efforçant tout spécialement de soutenir l'expansion du secteur dans les pays en développement. Plus précisément, les mesures à prendre à l'échelon national et international doivent viser à:

- i) obtenir et maintenir des prix raisonnablement stables et équitables pour les consommateurs, et rémunérateurs pour les producteurs;
- ii) conduire à une amélioration progressive de l'accès aux marchés et à une expansion régulière des échanges mondiaux, notamment en ce qui concerne les produits exportés par les pays en développement;
- iii) permettre aux pays en développement de participer davantage à l'expansion générale du commerce mondial et d'augmenter leurs exportations dans le cadre de celle-ci;
- iv) chercher à assurer la continuité de disponibilités exportables de graines oléagineuses, d'huiles et de farines, suffisantes pour satisfaire les besoins des pays importateurs;

¹ Ces Lignes d'orientation ont été adoptées par le Groupe intergouvernemental sur les graines oléagineuses et les matières grasses à sa 14^{ème} Session en avril 1980.

² La présente section reflète l'entente à laquelle était parvenue en 1975 la Conférence de la FAO quand elle avait adopté les lignes d'orientation concernant la stratégie de l'ajustement agricole international.

- v) aider les pays en développement importateurs à couvrir leurs besoins d'importation à des conditions raisonnables;
- vi) permettre aux pays en développement de développer plus complètement leur potentiel de production et de transformation pour qu'ils puissent contribuer davantage à l'accroissement des disponibilités mondiales et pour qu'ils puissent mieux satisfaire les besoins de la consommation et mieux atteindre leurs objectifs dans le cadre d'une expansion du commerce mondial;
- vii) accorder une attention particulière aux intérêts des pays en développement fortement tributaires de la production et du commerce des produits de ce secteur;
- viii) promouvoir la consommation des graines, huiles et farines oléagineuses là où la consommation par habitant est faible, pour améliorer la nutrition;
- ix) promouvoir un développement harmonieux du marché mondial afin d'éviter tout effet déstabilisateur sur le commerce mondial.

C. POLITIQUES RELATIVES A LA PRODUCTION, A LA TRANSFORMATION ET A LA STABILITE DE L'OFFRE

- i) Les politiques nationales en matière de prix et les autres formes de soutien de la production des cultures de graines et de plantes oléagineuses devraient avoir comme objectif d'assurer un revenu raisonnable aux agriculteurs en fixant des prix rémunérateurs pour ces cultures, de protéger les producteurs contre les fluctuations excessives des cours mondiaux et, le cas échéant, de stimuler la production dans les pays en développement. En fixant le niveau des prix de soutien dans leurs politiques de production, les gouvernements devraient, le cas échéant, tenir compte notamment de la situation du marché mondial. Les politiques devraient également tenir dûment compte des intérêts des consommateurs qui ont besoin d'un approvisionnement suffisant à des prix raisonnables.
- ii) Les institutions internationales d'assistance et les donateurs bilatéraux devraient envisager de collaborer avec les pays en développement dans les efforts qu'ils déploient pour accroître l'efficacité de leur production, de leur commercialisation intérieure et de leurs industries de transformation en leur fournissant une assistance financière et technique accrue.
- iii) Reconnaissant que la production, notamment celle des cultures oléagineuses annuelles, restera probablement sujette à des fluctuations considérables d'une année à l'autre, les gouvernements devraient prendre, chaque fois que cela est possible et économiquement opportun, des mesures propres à stabiliser le marché, par exemple adopter des politiques appropriées de stockage, afin de contribuer à la stabilisation des marchés intérieurs et internationaux et d'aider à assurer la continuité de l'approvisionnement des pays importateurs.
- iv) Les institutions internationales d'assistance et les donateurs bilatéraux devraient envisager d'aider les pays en développement intéressés à se procurer les ressources

financières et matérielles nécessaires pour conserver des stocks raisonnables de graines oléagineuses et d'huiles.

- v) Si la tendance à long terme laisse prévoir une surabondance, les gouvernements devraient envisager des mesures pour stimuler la consommation, y compris les utilisations non alimentaires, et pour accroître la productivité de manière à réduire les coûts unitaires de production.

D. POLITIQUES COMMERCIALES

- i) Les gouvernements devraient, autant que possible, renoncer à créer de nouveaux obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce des produits dans le secteur des graines oléagineuses, des huiles et des farines d'oléagineux.
- ii) Les gouvernements devraient chercher à réduire progressivement et/ou éliminer les barrières tarifaires et non tarifaires au commerce des produits de ce secteur.
- iii) Les mesures visant à faciliter l'accès aux marchés devraient en priorité réduire progressivement et/ou éliminer les barrières tarifaires ou non tarifaires qui limitent l'expansion des industries de transformation dans les pays en développement.
- iv) Les gouvernements intéressés devraient, chaque fois que possible, accroître et améliorer les avantages offerts par les SGP, par exemple en y incorporant un plus grand nombre de produits du secteur des graines oléagineuses, des huiles et des farines, en augmentant le degré de préférence qui leur est accordé, et en restreignant les conditions de suspension des préférences.
- v) Les gouvernements et les organisations internationales intéressés devraient envisager, dans le cadre de programmes appropriés, d'élargir les accords de paiements compensatoires dans le dessein de stabiliser les recettes d'exportation des pays en développement, en particulier de ceux qui sont fortement tributaires des exportations de produits de ce secteur.
- vi) Dans le cadre d'une coopération économique accrue entre pays en développement, comme l'accroissement de la demande d'importation d'huiles végétales se situera probablement surtout dans ces pays au cours des prochaines années, les gouvernements intéressés devraient veiller spécialement à stimuler les échanges entre ces pays.
- vii) Les gouvernements et les organisations internationales intéressées devraient envisager d'aider les pays en développement exportateurs à renforcer leur compétitivité sur le plan international en améliorant leurs méthodes de commercialisation, notamment par l'information sur les marchés, les études de marché et la promotion des exportations.
- viii) Les gouvernements devraient faire tout leur possible pour permettre aux pays en développement importateurs, et plus spécialement aux pays en développement à faible revenu, de couvrir leurs besoins d'importation à des conditions raisonnables, notamment au moyen de l'aide alimentaire.

- ix) Lorsque cela est possible et économiquement souhaitable, les gouvernements intéressés devraient envisager de conclure des contrats d'exportation et d'importation à long terme, portant sur plusieurs années, surtout si cela permet d'accroître la sécurité des approvisionnements, de stabiliser le commerce mondial et/ou de favoriser les échanges entre pays en développement.
- x) Afin de sauvegarder les intérêts des pays exportateurs et importateurs, tous les gouvernements devraient, quand cela est faisable, ouvrir des consultations selon les modalités appropriées et devant les instances compétentes, notamment dans le cadre du GATT, quand les uns ou les autres prennent des mesures pouvant perturber la structure normale du commerce international ou contrecarrer les efforts de développement des pays en développement exportateurs.
- xi) Les gouvernements devraient poursuivre, au sein du Groupe intergouvernemental sur les graines oléagineuses et les matières grasses, l'échange systématique de renseignements sur les politiques commerciales, afin de pouvoir suivre l'évolution dans ce domaine et, sans faire double emploi avec les activités d'autres instances, se consulter sur les mesures correctives à envisager en cas de difficultés particulières.
- xii) Dans le dessein d'éviter un déséquilibre global entre l'offre et la demande dans le secteur des graines oléagineuses, des huiles et des farines d'oléagineux, les pays participant au commerce mondial de ces produits devraient, lorsqu'ils formuleront des politiques en la matière, tenir compte des conclusions et recommandations du Groupe intergouvernemental sur les graines oléagineuses et les matières grasses touchant les perspectives à court, moyen et long termes des échanges, ainsi que de la production, de la consommation et des prix de ces produits.

E. POLITIQUES RELATIVES AUX VENTES A DES CONDITIONS DE FAVEUR ET A L'AIDE ALIMENTAIRE

- i) Les gouvernements qui procèdent à des ventes à des conditions de faveur ou à des transactions d'aide alimentaire portant sur des produits dans ce secteur devraient suivre les procédures établies par la FAO en matière de notification, de consultation et de détermination des importations commerciales habituelles (UMR) conformément aux principes de la FAO relatifs à l'écoulement des excédents.
- ii) Compte tenu des besoins nutritionnels, les institutions internationales et les donateurs bilatéraux devraient, autant que possible, accroître la participation des pays en développement exportateurs à l'aide alimentaire sous forme de produits de ce secteur par le biais de "transactions triangulaires" ou d'autres systèmes permettant de financer les achats dans des pays en développement exportateurs.

F. POLITIQUES DE CONSOMMATION

- i) Les gouvernements devraient éviter de prendre des mesures spécifiquement destinées à limiter la consommation totale de produits du secteur des graines oléagineuses, des huiles et des farines d'oléagineux, et adopter, le cas échéant, des dispositions propres à accroître la consommation de matières grasses dans le cas où l'apport par habitant est faible, de manière à améliorer la nutrition.

- ii) Les pays en développement qui éprouvent des difficultés persistantes de balance des paiements devraient, le cas échéant, encourager la consommation de matières grasses et de farines d'oléagineux pouvant raisonnablement être produites et transformées sur place.
- iii) Les gouvernements devraient faire une large place à des programmes de recherche et de développement visant à trouver de nouvelles utilisations finales pour les produits dérivés des graines, des huiles et des farines d'oléagineux, à des fins alimentaires et non alimentaires, et promouvoir, chaque fois que possible, l'emploi de produits à base de graines et d'huiles d'oléagineux de préférence aux produits de remplacement synthétiques tirés de ressources non renouvelables.

II. TABLEAUX

- Tableau 1: Prix de soutien des graines oléagineuses, huiles et matières grasses dans certains pays
- Tableau 2: États-Unis: Prix et aux de versement pour les programmes de soutien au marché des graines oléagineuses
- Tableau 3: États-Unis: Dépenses du gouvernement pour les programmes de commercialisation du soja et de l'arachide
- Tableau 4: Inde: Droits de base à l'importation pour une sélection d'huiles végétales
- Tableau 5: Argentine: Taxe à l'exportation pour une sélection de graines et de produits oléagineux
- Tableau 6: Commerce des huiles et matières grasses alimentaires et des farines d'oléagineux à des conditions très favorables
- Tableau 7: Politiques en matière de biocombustibles: effectifs de pays choisis

Tableau 1: PRIX DE SOUTIEN DES GRAINES OLEAGINEUSES, HUILES ET MATIERES GRASSES DANS CERTAINS PAYS

Dénrées/ Pays	Monnaie	MONNAIE LOCALE PAR TONNE										Valeur réelle (corrigée selon le IPC 2002=100)										\$ E.U. PART TONNE valeur nominale									
		valeur nominale										(corrigée selon le IPC 2002=100)										valeur nominale									
		2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2009 (prov.)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2009	2009	2009	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2009	2009
Coprah																															
Inde	Roupie	33000	33200	35000	35700	35900	36200	36600	44500		33000	31983	32483	31793	30219	28646	28731	29762				679	713	772	810	792	875	841	903		
Arachides (non décortiquées)																															
Inde	Roupie	13550	14000	15000	15200	15200	15500	21000	21000		13550	13487	13925	13536	12795	12266	15337	14045				279	301	331	345	335	375	483	426		
Etats-Unis	\$ E.U.	355	355	355	355	355	355	355	355		355	347	338	327	317	308	297	298				355	355	355	355	355	355	355	355		
Huile d'olive																															
UE	Euro	3838	3838	3838	3838	disc.					3838	3760	3681	3602								3621	4312	4736	4798						
Colza																															
Bresil	Reals	n.a.	347	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	368																						
Inde	Roupie	13000	13900	16000	17000	17150	17150	18000	18300		13000	12812	14854	15139	14436	13571	13146	12239	234			113	286	353	385	379	415	414	371		
Mexique	Pesos	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	3500	4515	4515																						
Pakistan	Roupee	12500	15750	disc.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.		12500	15304										209	273	205	205	205	205	205	205		
Etats-Unis	\$ E.U.	212	212	205	205	205	205	205	205		212	207	195	189	183	178	171	172				212	212	205	205	205	205	205	205		
Soja																															
Bresil v	Reals	170	183	233	233	233	233	233	386		170	160	191	178	171	165	156	242				58	58	80	96	107	119	127	174		
Inde (nor)	Roupie	7950	8400	9000	9000	9000	9100	13500	13500		7950	8092	8355	8015	7576	7201	9860	9029				164	180	199	204	196	220	310	274		
Mexique	Pesos	8850	9300	10000	10100	10200	10500	13900	13900		8850	8958	9284	8995	8586	8309	10152	9286				182	200	221	229	225	254	319	268		
Pakistan	Roupee	10250	11250	disc.	n.a.	n.a.	n.a.	4200	4200		10250	10931										172	195				274	377	303		
Rep. de Corée (qualité 2)	Won	2296	n.a.	disc.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.		2296											1835	184	184	184	184	184	184	184		
Etats-Unis	\$ E.U.	184	184	184	184	184	184	184	184		184	180	175	169	164	160	154	155				184	184	184	184	184	184	184	184		
Graines de tournesol																															
Bresil	Reals	n.a.	289	293	293	293	n.a.	n.a.	311																						
Inde	Roupie	11950	12500	13450	15000	15000	15100	22150	22150		11950	12042	12486	13358	12826	11949	16177	14814				246	286	297	340	331	385	508	449		
Pakistan	Roupee	14000	15750	disc.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.		14000	15304										234	273	205	205	205	205	205	205		
Etats-Unis	\$ E.U.	212	212	205	205	205	205	205	205		212	207	195	189	183	178	171	172				212	212	205	205	205	205	205	205		
Seurre																															
UE	Euro	3282	3282	3052	2824	2595	2463	2217	2340		3282	3215	2927	2850	2383	2215	1930	2025				3096	3688	3768	3530	3244	3374	3260	3381		
Etats-Unis (qualité A)	\$ E.U.	1956	2315	2315	2315	2315	2315	2315	2315		1956	2264	2205	2132	2066	2008	1934	1946				1956	2315	2315	2315	2315	2315	2315	2315		
Canada	CAD	5901	6106	5297	5870	6870	6870	6932	7102		5901	5942	5061	6422	6295	6164	5795	6184				3759	4361	4075	5678	6080	6421	6473	5774		

Source : Calculé à partir de différentes sources officielles et non-officielles

v/ Les prix indiqués s'appliquent aux régions Sul, Sudeste, Centro-Oeste, et à l'état de RO jusqu'en 2008; à partir de 2009, les cours s'appliquent à tout le pays exceptés les Etats de MT, RO, AM, PA et AC.

w/ Prix appliqués de février à août; en septembre le prix a été élevé à 7046 CAD/mt

x/ Les valeurs sont provisoires parce qu'au moment de l'écriture les indicateurs disponibles ne couvraient pas l'année en entier

y/ Les valeurs sont provisoires parce qu'au moment de l'écriture les indicateurs disponibles ne couvraient pas l'année en entier

disc. = interrompu

n.a. = non disponible

prov. = provisoire

Tableau 2 États-Unis: Prix et taux de versement pour les programmes de soutien au marché des graines oléagineuses						
<i>Campagne agricole</i>	2007/08	2008/09	2009/10	2010/11	2011/12	2012/13
	(soja en dollar E.-U./boisseau)					
Taux de prêt	5.00	5.00	5.00	5.00	5.00	5.00
Prix indicatif	5.80	5.80	5.80	6.00	6.00	6.00
Taux pour les versements directs	0.44	0.44	0.44	0.44	0.44	0.44
versement contracyclique max.	0.36	0.36	0.36	0.56	0.56	0.56
	(arachide en dollar E.-U./tonne)					
Taux de prêt	355.00	355.00	355.00	355.00	355.00	355.00
Prix indicatif	495.00	495.00	495.00	495.00	495.00	495.00
Taux pour les versements directs	36.00	36.00	36.00	36.00	36.00	36.00
versement contracyclique max.	104.00	104.00	104.00	104.00	104.00	104.00
	(Autres graines oléagineuses en dollar E.-U./Lb)					
Taux de prêt	0.093	0.093	0.093	0.101	0.101	0.101
Prix indicatif	0.101	0.101	0.101	0.123	0.123	0.123
Taux pour les versements directs	0.008	0.008	0.008	0.008	0.008	0.008
versement contracyclique max.	-	-	-	0.018	0.018	0.018

Source: USDA (Département de l'agriculture des Etats-Unis)

Note: 2007/08 est la dernière année couverte par la Loi Agricole de 2002 (Loi sur la sécurité des exploitations agricoles et l'investissement rural), alors que le nouveau Loi Agricole de 2008 (Loi sur l'alimentation, la conservation et l'énergie) couvre la période 2008/09 à 2012/13.

Tableau 3 États-Unis: Dépenses du gouvernement pour les programmes de commercialisation du soja et de l'arachide							
<i>année fiscale</i>	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 (est.)
en million de dollars E.-U.							
Soja	907	595	1140	591	337	446	644
Arachide	1562	259	408	404	336	144	81

Source: USDA (Département de l'agriculture des États-Unis)

Notes:

- Correspond aux dépenses nettes de l'Agence fédérale de financement des ventes de produits agricoles (CCC).
- Les dépenses pour les années 2008 ainsi que 2009 comprennent également l'impact de la Loi sur l'alimentation, la conservation et l'énergie de 2008.
- Le montant de 2009 est estimé en fonction du *President's budget* pour l'année 2010, basé sur les estimations de l'offre et de la demande en novembre 2008.

Tableau 4 Inde: Droits de base à l'importation pour une sélection d'huiles végétales				
	huile de soja brute	huile de soja raffinée	huile de palme brute	huile de palme raffinée
	en pourcentage de valeur			
Mars 2005	45	45	65	75
à partir d'avril 2005	45	45	80	90
à partir d'août 2006	45	45	70	80
à partir de janvier 2007	45	45	60	67.5
à partir d'avril 2007	45	45	50	57.5
à partir de juillet 2007	40	45	45	52.5
à partir de mars 2008	40	45	20	27.5
à partir d'avril 2008	zero	7.5	zero	7.5
à partir de novembre 2008	20	7.5	zero	7.5
à partir de mars 2009	zero	7.5	zero	7.5

Source: Calculés à partir de différentes sources officielles et non-officielles

Tableau 5 Argentine: Taxe à l'exportation pour une sélection de graines et de produits oléagineux			
	fèves de soja	Graines de tournesol	huile et farine de soja
	en pourcentage de valeur		
décembre 2006	23.5	23.5	20
à partir de janvier 2007	27.5	23.5	24
à partir de novembre 2007	35	35	32
à partir de mars 2008	45	39	32
à partir de juillet 2008	35	32	32
à partir de décembre 2008	35	32	32
à partir de janvier 2009	35	32	32

Source: Calculés à partir de différentes sources officielles et non-officielles.

Tableau 6 Commerce des huiles et matières grasses alimentaires et des farines d'oléagineux à des conditions très favorables						
année civile	1995-99 moyenne	2000-04 moyenne	2005	2006	2007	2008
	en milliers de tonnes					
Commerce total des huiles et matières grasses alimentaires à des prix très favorables	328	439	417	340	268	276
Principaux pays fournisseurs	218	344	293	236	183	180
E.-U.	19	7	20	8	15	12
Canada	73	68	53	60	43	39
UE						
ONG & donateurs privés	5	3	8	10	3	2
Commerce total des farines d'oléagineux à des conditions très favorables	218	211	44	120	23	p.d.
Principal pays fournisseur	218	211	44	119	23	p.d.
USA						

Source: PAM (Interfais)

Notes:

- Le commerce à des conditions très favorables concerne les transferts directs, les achats triangulaires ainsi que les achats directs.
- Les données indiquées pour l'UE comprennent le commerce à des conditions très favorables financé aussi bien grâce aux ressources de la Communauté qu'aux programmes d'aide bilatérale mis en œuvre par les pays membres de manière individuelle.
- Les données, pour les années les plus récentes en particulier, sont sujettes à révisions.

n.a. pas disponible

Tableau 7: Politiques en matière de biocombustibles - pays choisis, jusqu'en juin 2009

RÉGION/PAYS	MANDAT OU OBJECTIF	MESURES D'INCITATION À LA PRODUCTION Y COMPRIS SUBVENTIONS, RÉDUCTIONS D'ALÉVEMENTS FISCAUX, INVESTISSEMENTS PUBLICS
Europe & Amérique du nord		
CANADA	2012 - Le carburant diesel et l'huile de chauffage doivent contenir 2% de combustible renouvelable	versements directs aux producteurs de biodiesel (20 cents par litre pendant 3 ans); divers plans d'incitation pour encourager le secteur privé à investir dans la production de biocombustibles; initiative pour un investissement éconazole dans les biocarburants; initiative des marchés de biocarburants pour les producteurs; initiative écoénergie pour les biocarburants
UE27	2010 - incitation à 5,75% de biodiesel dans les carburants utilisés pour le transport 2020 - imposition de 10% de biodiesel dans les carburants utilisés pour le transport	depuis 2003, versements directs aux producteurs de cultures énergétiques - 45 Euro par ha, interrompu en 2009/10; diverses mesures de soutien dans chaque pays membre: allègements fiscaux pour les producteurs et distributeurs de biocombustibles prêts à des conditions très favorables pour l'achat d'équipement de production de biocombustibles; obligations d'incorporation de biocombustibles pour les distributeurs de carburants
RUSSIE	projet de programme pour 2-3% de biocombustibles dans les carburants pour moteur d'ici à 2015	aucune
UKRAINE	objectifs de production de biocombustibles jusqu'en 2010, non obligatoires	versements directs aux producteurs de cultures énergétiques (colza); 2009 - avantages fiscaux pour les producteurs de biocombustibles
USA	2010 - objectif de production de 500 million de gallons de biodiesel 2012 - objectif de production de 1 milliard de gallons de biodiesel 2022 - objectif de production totale de carburants renouvelables de 36 milliards de gallons	2004 - début des avantages fiscaux pour les distributeurs de carburants qui ajoutent des biocombustibles, actuellement prolongé en 2010; divers plans d'incitation fédérale pour encourager le secteur privé à investir dans la production de biocombustibles; Programme d'énergie rurale pour l'Amérique Programme bioénergétique de la CCC (Société de crédit sur les marchandises) (interrompu en 2006) Plan d'action national sur les biocombustibles Loi sur l'alimentation, la conservation et l'énergie de 2008
Amérique centrale et du sud		
ARGENTINE	2010 - mélange obligatoire de 5% de biodiesel	2010 - mesures d'incitation fiscale à long-terme pour les producteurs de biocombustibles (pour la consommation nationale, pour l'export)
BRESIL	2005 - mélange volontaire de 2% de biodiesel 2008 - mélange obligatoire de 2% de biodiesel, augmenté par la suite à 3% 2009 - mélange obligatoire de 4% de biodiesel 2010 - mélange obligatoire de 5% de biodiesel	crédits subventionnés pour les producteurs de cultures énergétiques, en particulier pour les petites exploitations familiales; mesures d'incitation fiscale pour les producteurs de biodiesel
CHILI	mélange volontaire de 2% et de 5 % de biodiesel	exonérations fiscales pour le biodiesel
COLOMBIE	2008 - mélange obligatoire de 5% de biodiesel 2009 - mélange obligatoire de 7% de biodiesel en Colombie du nord 2010 - mélange obligatoire de 10% de biodiesel 2012 - mélange obligatoire de 20% de biodiesel	promotion de prix rémunérateurs pour les producteurs de cultures énergétiques; mesures d'incitation fiscale à long-terme pour les investissements en cultures énergétiques permanentes; mesures d'incitation fiscale pour les investissements dans les avoirs productifs et la reforestation par des cultures énergétiques; exonérations fiscales sur les ventes de biocombustibles produits nationalement
COSTA RICA	2009 - mélange obligatoire de 2% de biodiesel	aucune
HONDURAS	aucun	2008 - mesures d'incitation fiscale et autres pour promouvoir la production de biocombustibles; 2009 - réglementation sur la commercialisation des biocombustibles
MEXIQUE	aucun	2008 - législation réglementant la promotion et la production de biocombustibles
PARAGUAY	2009 - objectif: mélange de 5% de biodiesel	mesures d'incitation fiscale pour l'investissement dans la production de biocombustibles
PEROU	2009 - mélange obligatoire de 2% de biodiesel 2011 - mélange obligatoire de 5% de biodiesel	2007 - législation réglementant la promotion et la production de biocombustibles
URUGUAY	2009-2011 - mélange obligatoire de 2% de biodiesel 2012 - mélange obligatoire de 5% de biodiesel	2007 - législation spécifique sur les biocombustibles; soutien financier et technique aux producteurs de biocombustibles; mesures d'incitation fiscale pour les investissements dans la production de biocombustibles et exonérations fiscales sur les ventes de biocombustibles

Tableau 7: Politiques en matière de biocombustibles - pays choisis, jusqu'en juin 2009 - continuation

RÉGION/PAYS	MANDAT OU OBJECTIF	MESURES D'INCITATION À LA PRODUCTION Y COMPRIS SUBVENTIONS, RÉDUCTIONS/ALLÈGEMENTS FISCAUX, INVESTISSEMENTS PUBLICS
Asie		
CHINE	2020 - objectif : remplacement de 15% du carburant destiné au transport par des biocombustibles objectifs de production de biodiesel pour 2010 et 2020	2008 - subventions destinées aux agriculteurs pour les cultures énergétiques sur des terres marginales; mesures d'incitation à la production de biocombustibles utilisant des matières premières non alimentaires; réduction d'impôt sur les ventes de biodiesel
INDE	2017 - objectif : remplacement de 20% du carburant destiné au transport par des biocombustibles	exonérations fiscales sur les ventes de biocombustibles; diverses mesures d'incitation pour la production de cultures énergétiques non comestibles; promotion de prix rémunérateurs pour les producteurs de cultures énergétiques
INDONÉSIE	2009 - mélange obligatoire de 1% de biodiesel dans les carburants destinés au transport, de 2,5% dans l'industrie et le commerce, et de 0,25% dans les centrales électriques 2010 - mélanges obligatoire de biodiesel, dans les domaines ci-dessus, augmentés à respectivement 2,5%, 5%, et 1%	2006 - Feuille de route pour le développement des biocombustibles; subvention sur les ventes de biocombustibles (accompagnant les subventions sur les carburants d'origine fossile); prêts à des conditions très favorables pour les agriculteurs producteurs de cultures énergétiques et les producteurs de biocarburant sous l'égide de l'Etat prévision d'une subvention variable sur les ventes de biocombustibles pour garantir la viabilité économique
JAPON	2010 - objectif : quelques remplacements de carburants destinés au transport par des biocombustibles	mesures d'incitation fiscale pour les producteurs de biocombustibles
RÉP. de CORÉE	2009 - objectif : incorporation de 1% de biodiesel 2012 - objectif : mélange de 3% de biodiesel 2030 - objectif : 12% de carburants renouvelables dans la consommation totale d'énergie	exonérations d'impôts multiples et à long terme sur les ventes de biocombustibles
MALAISIE	2010 - mélange obligatoire de 5% de biodiesel dans les transports et l'industrie	2009 - financement public afin d'encourager les investissements dans la production de biocombustibles; prévision d'une subvention variable sur les ventes de biocombustibles pour garantir la viabilité économique
PHILIPPINES	2007 - mélange obligatoire de 1% de biodiesel 2009 - mélange obligatoire de 1% de biodiesel 2010 - mélange de 3% de biodiesel à l'étude	mesures d'incitation fiscale pour la production et la commercialisation de biocombustibles; prêts à des conditions très favorables pour les agriculteurs producteurs de cultures énergétiques; mise en place de réglementations et de normes pour promouvoir, produire et vendre des biocombustibles
THAÏLANDE	2008 - mélange obligatoire de 2% de biodiesel 2011 - mélange obligatoire de 5% de biodiesel	prêts à des conditions très favorables aux producteurs de cultures énergétiques; incitations fiscales sur les ventes; soutien public à la recherche et au développement et mesures de promotion publiques
VIETNAM	aucun	2007 - projet de développement national des biocombustibles jusqu'en 2025
Océanie		
AUSTRALIE	2010 - objectif : production nationale de biocombustibles	2008 - réduction d'impôts pour les producteurs de mélanges de biodiesel autorisés
NOUVELLE ZÉLANDE	2008 - suppression des exigences en matière de mélange obligatoire	exonération de la taxe carbone pour les biocombustibles produits nationalement; exonérations supplémentaires pour les biocombustibles produits de manière durable

Source : Calculés à partir de différentes sources officielles et non-officielles

Note : L'objectif de la présente compilation est de fournir une vue d'ensemble générale des mesures politiques en place ou à l'étude dans certains pays ; elle se concentre sur les mesures pertinentes pour le secteur des oléagineux. La liste n'est pas exhaustive, ne fournit pas de détails et est sujette à des révisions et des mises à jour régulières.